

Conseil Territorial de Santé des Yvelines du 19 Octobre 2017

COMPTE-RENDU

1) Introduction par le Président du Conseil Territorial de Santé :

Le Président informe que lors de la dernière réunion de Bureau, le 4 octobre dernier, il a été décidé de transmettre aux membres un calendrier annuel des réunions, afin de permettre au plus grand nombre de participer aux réunions :

- Le mardi 9 Janvier 2018, de 14h à 17h, à la CPAM des Yvelines
- Le mardi 13 Février 2018, de 14h à 17h, à la CPAM des Yvelines
- Le Mardi 13 Mars 2018, de 14h à 17h, à la CPAM des Yvelines
- Le mardi 10 Avril 2018, de 14h à 17h, à la CPAM des Yvelines
- Le mardi 15 Mai 2018, de 14h à 17h, à la CPAM des Yvelines
- Le mardi 12 Juin 2018, de 14h à 17h, à la CPAM des Yvelines

Lors de ces réunions à venir, des intervenants extérieurs, des professionnels de terrain intéressés par le sujet traité seront conviés.

2) Présentation par le Dr PULIK, Délégué départemental des Yvelines : Renforcement de l'offre de soins dans les territoires au service des patients : une présence médicale et soignante accrue.

Cf. Présentation

Docteur PULIK informe en premier lieu qu'un texte sur la réglementation de l'intérim est actuellement à la signature, car l'intérim pose un problème majeur, puisque les coûts de l'intérim sont devenus déraisonnables et déstabilisent le système de santé, des médecins à temps plein démissionnent pour exercer en intérim.

Deux mesures vont être prises par le gouvernement : le plafonnement des indemnités d'intérim ainsi que la mise en place de règles strictes afin de pouvoir accéder à de l'intérim.

Docteur PULIK présente également la communication du gouvernement : afin de faire face aux déserts médicaux, celui-ci souhaite procéder à un renforcement de l'offre de soins médicale. Le programme présenté par le Premier Ministre et par Agnès Buzyn, Ministre de la Santé est extrêmement intéressant. Il propose des mesures positives et concrètes, qui sont en accroche avec la réalité du terrain.

Docteur PULIK présente ensuite un document, joint à ce compte rendu, qui s'intitule « Renforcer l'offre de soins dans les territoires au service des patients : une présence médicale et soignante accrue ».

En voici les principales informations à retenir :

1. La poursuite de l'aide à l'installation et à l'exercice des médecins dans les zones de tensions :
Une réalisation de zonage en tensions a été effectuée, le constat est le suivant : un nombre de médecins insuffisant.
Des travaux débiteront en 2018 afin d'élargir le zonage à d'autres spécialités.
Lors du précédent zonage environ 7 % de la population française habitait dans des zones sous tensions. Avec le nouveau zonage, on observe une progression intéressante puisque l'on passe à 18% (national). En Région Ile de France, environ 34% des zones seront considérées comme en tensions et donc éligibles à des aides pour les installations.
2. Le plan de réinstallation de médecins :
Favoriser la possibilité de faire un cumul emploi/retraite.
Le plafond de revenu annuel est passé à 40 000€.
3. Le développement des consultations avancées afin de permettre à des médecins des conditions particulières favorables pour exercer, moyennant un certain nombre d'avantages financiers.
4. La création des postes d'assistants partagés entre la ville et l'hôpital :
Aujourd'hui, il existe des assistants partagés hôpitaux/hôpitaux mais très peu d'assistants partagés entre la ville et l'hôpital.
Or les jeunes médecins ne se sentent pas de s'installer à la fin de leurs études. Ils veulent un exercice salarié et n'arrivent donc pas à se projeter sur la ville.
L'idée est d'avoir des projets de carrière pour ces médecins, ce qui leur permettrait d'avoir un temps partagé entre l'hôpital et la ville, qui se modifierait au fil du temps, pour plus de temps en ville et une installation sécurisée par la suite.
5. La généralisation du contrat de médecin adjoint afin de permettre aux jeunes médecins d'apporter un appui temporaire aux médecins exerçant en zone sous-dense.
6. Le développement des stages ambulatoires pour les médecins en formation :
Il faudrait pour cela plus de maîtres de stage pour suivre les jeunes internes. Pour se faire, la revalorisation des aides est désormais de l'ordre de 50% et on assiste à une simplification administrative des démarches.
Pour les internes stagiaires, des aides au financement des déplacements et à l'hébergement sont prévues.
7. La facilité des exercices mixtes salarié/libéral avec une simplification des textes afin que les médecins puissent facilement travailler sans que cela ne pose de problème de contrat, d'assurance, de statut juridique.
8. Le développement des coopérations entre les professionnels de santé avec la création de postes d'infirmières avec pour la première fois une spécialisation sur certains types d'activités et accompagné de rémunérations spécifiques qui est un pas essentiel.
9. L'utilisation des médecins des services de santé des armées pour être des médecins de premier recours sur le territoire. Ces derniers pourront à l'avenir venir exercer en maison de santé pluri professionnelles en tant que médecins.

10. Le développement de la télé médecine :

Jusqu'à maintenant, il y avait un blocage financier : pas de tarifs existants. La Ministre de la Santé a souhaité que des négociations aient lieu rapidement avec l'Assurance Maladie pour que d'ici juin 2018 des tarifs conventionnels soient mis en place pour les actes réalisés en téléconsultation ou télé expertise.

11. Le souhait que tous les EHPAD puissent être équipés d'un processus de téléconsultation pour permettre au personnel de l'EHPAD, à côté du patient, d'avoir par visioconférence et téléconsultation un avis spécialisé d'un médecin

12. Le doublement du nombre des maisons de santé. Une réflexion vient de s'ouvrir à l'ARS : il ne serait pas uniquement orienté vers les maisons de santé mais également vers les cabinets de groupe pour les amener à un exercice coordonné progressif. Des aides sont proposées afin de maintenir ces cabinets de groupe et les réorganiser.

13. La garantie d'une réponse aux demandes de soins non programmés aux heures d'ouverture des cabinets :

Aujourd'hui, une permanence des soins a lieu aux horaires de la permanence des soins ambulatoires c'est-à-dire le soir, le samedi après-midi et le week-end.

Une réflexion est en cours afin d'étendre la plage horaire de la permanence des soins ambulatoires sur des horaires de jour.

De plus en plus de patients n'arrivent pas à trouver des médecins pour des soins non programmés.

3) Conférence « Droit, santé et autonomie » de M. Patrick GOHET, Adjoint du Défenseur des droits en charge de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité, avec la participation de Mme Marie-Renée BABEL, déléguée du Défenseur des droits des Yvelines

Monsieur GOHET remercie le Président pour le rappel de sa biographie et de son parcours.

Il commence par définir ce qui caractérise la fonction de Défenseur des droits et des libertés.

- le Défenseur des droits et des libertés est une Autorité administrative indépendante avec la caractéristique d'être constitutionnelle. Elle fut mise en place en Mars 2011.
- le Défenseur des droits et des libertés est une fusion de plusieurs institutions antérieures : le Médiateur de la République, le Défenseur des enfants, l'ancienne Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité, et la haute autorité de lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité c'est-à-dire la HALDE.

C'est une Autorité indépendante, c'est une garantie et elle est le fruit d'un accord entre l'exécutif et législatif. Le Défenseur des droits et des libertés est nommé pour 6 ans, il n'est pas révocable ni reconductible.

Tout citoyen qui s'estime lésé dans ses droits peut saisir le Défenseur des droits, en prenant rendez-vous ou en rencontrant un délégué, ou par courrier.

Une fois l'information reçue, le Défenseur des droits vérifie s'il a suffisamment d'éléments pour déclencher le processus de suivi de la démarche. Il s'adresse au mis en cause et décrit le contenu de la saisine. Sa vocation première est d'être le médiateur qui concourt à l'harmonie de la société.

La saisine d'un défenseur est gratuite. La charge de la preuve peut incomber au mis en cause. Il s'agit d'une des rares institutions à disposer de cette prérogative.

Les moyens dont dispose le Défenseur des droits et des libertés sont : le pouvoir d'enquêter, le pouvoir d'injonction et de mise en demeure, de proposer un règlement amiable, de proposer des recommandations sur situations précises, de formuler des observations devant le juge, de demander des poursuites judiciaires, de diffuser des faits publics.

Monsieur GOHET expose les chiffres : en 2016, 86 500 dossiers de réclamations traités, et 44 500 appels reçus par les plateformes téléphoniques.

Il existe aujourd'hui 24 critères de discriminations (perte d'autonomie, domiciliation bancaire, etc...). Sur ces 24 critères, voici ceux qui arrivent en tête de liste : 1^{ère} cause : l'origine ; 2^{ème} cause : le handicap ; 3^{ème} cause : l'état de santé ; 4^{ème} cause : la nationalité ; 5^{ème} cause : l'âge ; 6^{ème} cause en croissance : les activités syndicales.

Un nouveau pôle est d'actualité et intervient notamment en ce qui concerne la lutte contre les discriminations, le Défenseur des droits et des libertés veille à ce que la confidentialité soit respectée. Des vérifications sont effectuées au sein des établissements de santé.

Madame BABEL indique que les réclamations qui parviennent aux délégués du Défenseur des droits augmentent régulièrement. En 2016, l'augmentation était de l'ordre de 9%.

Sur 86 000 réclamations, 50% concernaient le fonctionnement des services publics, 30% l'accès aux droits. Le département des Yvelines est le département où il y a le plus d'activité.

Les situations les plus fréquentes dans le département des Yvelines concernent des dysfonctionnements des services publics. Les services de conciliation des administrations et des services publics ne sont pas suffisamment connus.

Viennent ensuite les contraventions, les dossiers Caf (réglementations complexes), le Pôle Emploi (réglementations complexes)

Concernant la santé, les situations discriminantes concernent les droits de l'enfant, sa santé, la fréquentation dans les cantines, l'accès aux activités périscolaires, l'accès au système de santé. Mais rien d'alarmant, on ne dénombre que quelques cas.

Conclusion :

Monsieur GOHET termine la conférence en précisant que le dispositif actuel concernant la protection juridique est trop ancien, qu'il doit être assoupli et ce dans les deux années à venir.